Réforme

Al-Balagh, 9 août 1952

Je n'aime pas précipiter la réforme, car la pire réforme est celle qui vient improvisée, sans réflexion profonde, sans délibération suivie ni étude approfondie. Mais je veux aborder des questions auxquelles les Égyptiens n'ont jamais cessé de penser depuis la révolution égyptienne qui suivit la Première Guerre mondiale, en général, et depuis la signature du traité anglo-égyptien aujourd'hui abrogé, en particulier. Je ne connais pas de peuple qui ait autant parlé de la pauvreté, de l'ignorance et de la maladie que le peuple égyptien, gens du commun et lettrés confondus, depuis trente ans. Mais la parole ne nourrit pas l'affamé, ne vêt pas celui qui est nu, n'instruit pas l'ignorant et ne guérit pas le malade.

On disait que la réforme était aisée et ne rencontrait que deux obstacles : l'étroitesse du budget d'un côté, et de l'autre les tyrans et les égoïstes qui lui barraient la route. L'étroitesse du budget venait toujours d'une erreur bien connue, commune à de nombreux pays et à l'Égypte en particulier. Ceux qui établissaient le budget se souciaient avant tout que le revenu et la dépense s'équilibrent, ou les recettes et les dépenses dans la langue du ministère des Finances, et cet équilibre tenait plus de l'illusion que de toute autre chose.

Un groupe de commis et de comptables chiffrait le revenu, chiffrait la dépense, et veillait avec le plus grand soin à ce que les chiffres des sommes dépensées pour les services publics ne dépassent pas ceux des sommes qui en étaient perçues. Ils étaient fiers et se réjouissaient quand les recettes excédaient les dépenses, et y voyaient de l'habileté en économie et une bonne gestion des fonds publics.

Nous pensions, et combien de fois on se moqua de ce que nous pensions, que le budget s'équilibre en égalisant le besoin réel de réforme du peuple et le montant que l'on tire des ressources publiques. Nous demandions que le revenu augmente jusqu'à égaler le besoin de réforme, et nous refusions que la réforme soit étranglée pour ne pas dépasser l'argent dont l'État disposait.

Quand nous disions cela, ou quelque chose d'approchant, les hommes des finances nous riaient au nez et disaient, avec beaucoup de pitié et de compassion : voilà les propos d'un homme qui ne connaît rien aux affaires d'argent.

Ainsi le ministère de la Santé avait besoin d'une certaine somme pour réaliser une partie de son programme, et on lui disait : la moitié de ce que vous demandez vous suffit ; gérez-vous avec ce qui vous est alloué et ne le dépassez pas ; et si vous pouvez ne pas même l'atteindre, tant mieux, car le mieux est de ne pas l'atteindre !

On le disait à chaque ministère qui traitait d'une forme de réforme sociale. Le ministère de la Santé, qui combat la maladie, était rationné ; le ministère des Affaires sociales, qui combat la pauvreté, était comprimé ; le ministère de l'Éducation, qui chasse l'ignorance des cœurs et des esprits, était entravé. Le budget était devenu une fin et non un moyen, et la réforme se mesurait au revenu et non au besoin que le peuple en avait.

Il n'était pas facile non plus de réclamer davantage de revenu. Plus de revenu, c'était peser sur les riches, et les riches sont égoïstes par nature : ils n'aiment pas dépenser et ne haïssent rien tant qu'un gouvernement qui les y contraint.

Et ces riches s'abritent derrière un pilier solide : le plus riche de tous, qui possède la plus grande part possible de la fortune nationale, qui joint à sa richesse l'autorité de l'État, et qui nomme les gouvernements et les renvoie, les nommant quand leurs membres lui plaisent, les renvoyant quand ils lui déplaisent.

Il était naturel, dès lors, que les gouvernements ménagent beaucoup les riches et le pilier solide derrière lequel ils s'abritaient. Certains gouvernements parlaient avec plaisir et fierté de ne pas vouloir augmenter les impôts, voire d'être résolus à ne pas les augmenter.

Des circonstances dures contraignaient parfois les gouvernements à accroître leurs recettes, et ils recouraient aux impôts indirects, prélevés sur ce dont tout le monde a besoin, si bien que le pauvre et le misérable devenaient plus pauvres, plus misérables et plus malheureux, tandis que le riche, avec sa fortune abondante, n'était presque pas touché.

Ainsi, chez nous, la réforme devint des paroles, et le sérieux mis à la poursuivre devint un danger pour qui la tentait ou l'appelait de ses vœux, sans parler de qui y insistait. Puis on alla plus loin. Insister pour la réforme fut appelé communisme, ou quelque chose d'approchant, ce que les autorités ne supportaient pas, et ceux qui le faisaient pouvaient voir s'ouvrir devant eux les portes des prisons et la terre, si vaste soit-elle, se refermer sur eux.

Quoi que j'oublie, je n'oublierai pas, et les ministres du dernier gouvernement wafdiste non plus, la nuit où nous allâmes prêter le serment constitutionnel devant l'ancien roi.

Notre serment prêté, le président du Conseil exprima le souhait que les choses aillent dans le sens qui servirait le pays et réaliserait ses espoirs, et l'ancien roi lui répondit en formant le même souhait. Mais il se détourna bientôt de ses propos aux ministres et à leur chef pour s'adresser au ministre de l'Éducation en particulier, l'appelant par son nom. Il lui dit qu'il savait ce qu'il publiait dans les journaux et l'avertit que son choix pour le ministère n'était qu'une épreuve, une dernière chance de rentrer en lui-même et d'abandonner l'écriture incendiaire qu'il avait pratiquée.

Le ministre de l'Éducation ne répondit rien. Les ministres sortirent et passèrent des jours et des semaines à taquiner leur collègue, l'appelant par son nom comme l'avait fait l'ancien roi, et lui rappelant son écriture incendiaire et la chance qui lui avait été donnée d'y renoncer.

Il est clair que ce ministre de l'Éducation ne saisit pas la chance et n'abandonna rien de ce qu'il préconisait. Il poursuivit l'éducation comme il l'avait tracée avant d'être ministre, arrêté seulement par ce qui arrête tous les ministres : le budget et l'idée que se font les hommes des finances de l'équilibre entre revenu et dépense.

Une année passa, puis une autre, et la gratuité de l'enseignement général fut établie. La troisième année vint, et le cabinet se mit à préparer le discours du Trône. Le ministre de l'Éducation demanda un changement de la politique universitaire : la gratuité, à condition que les universités n'admettent parmi les titulaires du certificat secondaire que ceux réellement capables de profiter de l'enseignement.

Mais le Palais se dressa contre la gratuité universitaire. Il l'empêcha de figurer dans le discours du Trône et de devenir un fait. Chose curieuse, le ministre de l'Éducation s'était mis d'accord là-dessus avec les trois universités.

Puis le prince héritier naquit, et le Conseil des ministres se réunit, voulant manifester la joie du gouvernement et du peuple à la naissance du prince de Haute-Égypte. Certains ministres proposèrent de dispenser les étudiants des frais qu'ils n'avaient pas encore acquittés. Le président du Conseil demanda au ministre de l'Éducation, en riant : « Êtes-vous satisfait de cette dispense ? » Le ministre répondit : « Non. Je ne serais

satisfait que de la gratuité complète, et que ce soit notre façon de célébrer la naissance du prince. » Mais les ministres rirent entre eux et s'en tinrent à la décision prise.

Il n'en allait pas ainsi de la seule réforme de l'enseignement, mais de la réforme dans tous les domaines de la vie. La réforme devait passer par des lois ou des décrets, et lois et décrets ne pouvaient être promulgués que si le Palais les agréait, et l'agrément du Palais pour certaines réformes n'était ni facile ni aisé à obtenir. Il faut dire la vérité ici : le Palais avait des auxiliaires dans cette crainte de la réforme, qui exposait leur richesse à une diminution, petite ou grande.

Le lecteur peut me juger aussi naïf qu'il lui plaira, ou « bêta », comme dit le peuple, mais je me souviens d'une série d'articles, une dizaine peut-être, sur un thème unique et simple : la réforme de l'enseignement entreprise par le dernier gouvernement wafdiste était du communisme pur et simple.

C'était du communisme, disait-on, que l'enseignement soit gratuit, du communisme que d'ouvrir les écoles à un certain nombre de fils du peuple qui n'auraient pu y entrer auparavant. Il était évident que l'auteur de ces articles ne croyait pas lui-même à ce qu'il écrivait, car il avait assez de culture pour distinguer le communisme de la diffusion de l'instruction. Il voulait se quereller avec le gouvernement en place, dresser contre lui les riches, et dresser contre lui ceux qui se croyaient le droit de nommer et de renvoyer les gouvernements, d'agréer les lois et les décrets ou de les bloquer.

Je veux que le lecteur sache que je ne suis pas communiste, que je ne l'ai jamais été et que je ne le serai jamais. Ce n'est pas que je craigne pour moi-même les conséquences du communisme en Égypte ; j'ai affronté bien des choses redoutables et la peur ne m'a jamais détourné de ce que je voulais. C'est que je place la liberté au-dessus de tout ; que le communisme ne convient ni à notre vie égyptienne, pieuse dans l'islam ou le christianisme, ni à l'étape de progrès que nous avons atteinte ; et que je crois que notre nature et notre religion contiennent de quoi réaliser la justice sociale sans le communisme de Lénine et de Staline.

Je me souviens pourtant d'une démocratie ancienne du Ve siècle avant Jésus-Christ qui n'était pas communiste et n'épargnait aucun effort pour défendre la liberté et la propriété individuelle de ce que l'on gagne dans le cadre de la loi, mais qui n'hésitait pas à charger ses riches de ce que ses ressources ne pouvaient couvrir. Elle leur confiait la construction

des navires de guerre et le divertissement du peuple par le financement des spectacles. De cette sévérité envers les riches vint qu'Athènes devint maîtresse de la mer et laissa à l'humanité un magnifique et durable héritage d'art dramatique.

Je ne veux pas que l'Égypte presse ses riches comme Athènes pressait les siens, mais je ne vois aucun mal à ce qu'une démocratie égyptienne révolutionnaire revoie la répartition des impôts, prenne aux riches pour rendre aux pauvres comme l'ordonne l'islam, et charge les riches de construire des écoles et des hôpitaux quand leur fortune le permet, prélevant sur leurs biens des aumônes qui les purifient et les lavent, comme le dit Dieu dans Son noble Livre. Et je veux que tout cela se fasse par la loi, avec le consentement du Parlement, et non par l'arbitraire des gouvernants.

Je ne me rappelle plus où, dans l'un de mes livres, il y a plus de quinze ans, j'ai dit que celui dont la fortune rapporte, disons, trente mille livres restera riche en dépensant la moitié de ce revenu en impôts pour réaliser la réforme dont le pays a besoin.

Une vraie révolution, qui vient des profondeurs du peuple, abolit l'égoïsme et met à sa place dans les cœurs autre chose : le désintéressement et le sacrifice pour le bien commun. Je ne doute pas que notre révolution soit vraie, qu'elle vienne des profondeurs du peuple, ni que nous ayons le droit de voir l'égoïsme quitter l'Égypte avec la tyrannie et le désintéressement prendre sa place dans le cœur des riches et des gens aisés, qui dépenseront alors largement pour la réforme et se souviendront que le bien qu'ils font, ils le retrouveront auprès de Dieu, et que l'ancien poète n'a pas menti lorsqu'il a dit :

Qui fait le bien n'en manquera pas la récompense ;
nulle bonté ne se perd entre Dieu et les hommes.